

Politique arabe de la France

À l'occasion du quarantième anniversaire de la Chambre de commerce franco-arabe (CCFA), dans la ligne de la politique arabe de la France restaurée par le général de Gaulle en 1967, le président de la République française Nicolas Sarkozy a prononcé une allocution au Palais de l'Élysée, le 22 novembre 2010. Après avoir souligné l'importance des relations économiques et culturelles entre la France et le monde arabe, il a rappelé les grandes lignes de la politique de la France au Proche-Orient.

« Vous savez également l'importance de nos relations [avec le monde arabe] dans notre politique extérieure. Il n'y a pas de semaine sans que je m'entretienne, à Paris ou à l'étranger, avec des dirigeants du monde arabe. Je ne crois pas me tromper en disant que la France jouit d'une réelle écoute dans ces pays. Nous avons avec tous les responsables de ces régions un dialogue amical, confiant, utile. En témoigne l'engagement de la France en faveur de l'Union pour la Méditerranée. Malgré les grandes difficultés liées à la situation politique régionale, la France ne renoncera pas au projet d'Union pour la Méditerranée qui est un élément majeur de sa politique étrangère.

La question du Proche-Orient est naturellement une préoccupation majeure pour nous tous. Le blocage du processus de paix... empêche non seulement deux peuples, le peuple israélien et le peuple palestinien de vivre normalement, côte à côte, en paix et en sécurité mais de surcroît, il freine les efforts de développement de toute une région. La paix, ce n'est pas uniquement l'absence de conflit mais une condition pour le progrès économique et social, qui est lui-même déterminant pour lutter contre l'extrémisme. C'est un ensemble.

Nous ferons tous les efforts pour relancer les négociations... Pourtant, la France estime qu'une réflexion sur la méthode suivie pour parvenir à un règlement reste nécessaire. Je reste convaincu qu'il faut une approche plus collective, plus concertée, plus rapide et plus volontariste.

Tout le monde connaît les paramètres de la paix; le blocage actuel, en vérité, il dure depuis dix ans et ce blocage, il n'a profité qu'à une catégorie de personne : les extrémistes. Voilà les seuls vainqueurs du blocage. Aussi attaché que je le suis à la sécurité d'Israël, je reste profondément convaincu que la véritable sécurité pour Israël, c'est l'existence d'un État palestinien souverain, démocratique, moderne, qui s'engage sur le droit à la sécurité imprescriptible d'Israël. Je le dis : plus on attend, plus on accumule les souffrances, les frustrations et les difficultés; plus on fragilise ceux qui, de part et d'autre, croient et travaillent sincèrement à une solution pacifique et négociée. La France est l'amie de tout le monde dans la région, mais la France n'en tire pas la conclusion qu'elle ne doit pas être franche et dire des choses. »



Observatoire d'études géopolitiques

L'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) est un centre de recherche qui a pour objet de contribuer à la promotion et au rayonnement de la recherche scientifique dans les différents domaines de la géopolitique. Il rassemble des chercheurs, des universitaires et des experts indépendants. L'OEG a son siège à Paris, un bureau pour le Proche-Orient à Beyrouth et des correspondants sur les cinq continents.

Conseil scientifique

Professeur Jean-Yves de Cara
professeur à la Faculté de droit Paris Descartes

Doyen Michel de Guillenchmidt
professeur à la Faculté de droit Paris Descartes

François-Bernard Huyghe
docteur en science politique (hdr),
enseignant à l'École de guerre économique

Professeur Edmond Jouve
professeur émérite des Universités

Professeur Pierre Pascallon
professeur agrégé des Universités
à l'université de Clermont-Ferrand

Doyen Jean-François Poli
Université de Corse

Professeur Frédéric Rouvillois
Professeur agrégé de droit public,
à la Faculté de droit Paris Descartes

Professeur Henri Védie
économiste, Groupe HEC

Charles Saint-Prot,
docteur en science politique (hdr), codirecteur

Zeina el Tibi,
Journaliste-essayiste, codirectrice

Correspondants à Beyrouth, Bruxelles, Rabat.

EDITORIAL

Crise grecque : activisme chinois et paralysie eurocratique

Début octobre 2010, la Chine a confirmé sa participation au renflouement de la dette grecque et fait savoir qu'elle s'engageait à soutenir la Grèce dans ses emprunts futurs. Bien entendu, ce secours chinois au pays le plus endetté de l'Union européenne n'a rien de charitable. En effet, en même temps, on apprenait que Pékin et Athènes avaient signé deux accords-cadres sur les investissements chinois en Grèce et sur les échanges culturels entre les deux pays.

Ces accords auront pour effet pour but d'accélérer les investissements chinois en Grèce, sachant que les entreprises chinoises ont déjà commencé à s'implanter d'une façon conséquente. Par exemple, plus de la moitié du port du Pirée, le principal port du pays, est géré par le géant maritime chinois China Ocean Shipping Company (COSCO); ce qui permet de sécuriser et de maîtriser directement un débouché stratégique pour les produits chinois en Europe en affaiblissant les barrières protectionnistes pour tenter de protéger le vieux continent de l'invasion des produits asiatiques.

Il est clair que les investissements chinois en Grèce constituent un cheval de Troie en Europe. Profitant de la débâcle économique et financière de la Grèce qui est l'un des pays le plus mal géré de l'Europe, la Chine veut faire de ce pays sa porte d'entrée vers le marché européen et dans les Balkans. Il est sûr que l'offensive chinoise ne s'arrêtera pas à la Grèce puisque les Chinois raffermissent déjà leurs positions en Europe Orientale (Pologne, République Tchèque), prétendu bastion de l'influence d'une Allemagne dont la politique internationale reste inconsistante, et se déploient progressivement dans les pays en difficulté (Portugal, Espagne).

Voici donc un tournant décisif de l'intrusion du géant chinois dans le monde occidental et un revers considérable pour une Union européenne qui, à l'exception de la France, a une fois de plus démontré son manque de solidarité et son incapacité à contrecarrer les guerres économiques mondiales. La poussée chinoise en Grèce révèle tout simplement l'échec de la zone euro, à la fois au niveau économique et politique. Ce qui est étalé au grand jour, c'est l'inconsistance d'une Union européenne construite en dépit du bon sens sur les absurdes critères d'une politique libérale dogmatique et monétariste imposé par une Allemagne qui est par ailleurs incapable d'assumer ses responsabilités et de dépasser un état d'esprit de petit boutiquier.

Charles Saint-Prot

Tarek Aziz : vers un crime d'État ?

Le 26 octobre dernier, à la suite d'un procès où les droits de la défense n'ont jamais été respectés, la haute cour pénale irakienne a condamné à mort par pendaison un homme malade, âgé de 74 ans, qui avait jadis été reçu avec considération par le pape Jean-Paul II, le président Reagan, Margareth Thatcher, Jacques Chirac et tant d'autres : Tarek Aziz.

Ce chrétien et patriote sincère aurait commis, selon ses juges, un crime inexpiable : celui d'avoir été le ministre des affaires étrangères du président Saddam Hussein, et de ne pas avoir renié son engagement et ses convictions. Se serait-il rendu coupable d'actes assimilables à des crimes contre l'humanité, comme le prétend la haute cour? Évidemment non. Mais il fallait, alors que le gouvernement irakien paraît plus fragile que jamais, une nouvelle victime à sacrifier, en particulier aux extrémistes chiites du parti terroriste Dawa, qui avaient déjà tenté d'assassiner Tarek Aziz en 1980.

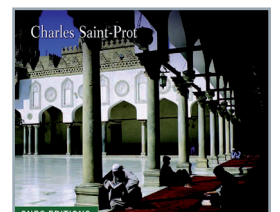
Cette condamnation n'est donc qu'une basse vengeance de ce parti qui participe aujourd'hui au gouvernement dirigeant actuellement l'Irak et de l'Iran, bien maladroitement déguisée sous les oripeaux de la justice et du droit. Mais l'opinion publique internationale ne doit pas s'y laisser prendre, pas plus que des gouvernements attachés au respect du droit et des droits, et qui considéraient naguère encore Tarek Aziz comme un interlocuteur digne de confiance et d'estime. C'est donc bien un nouveau crime d'État qui se prépare en Irak.

Charles Saint-Prot
Frédéric Rouvillois

VIENT DE PARAÎTRE

La tradition islamique de la réforme par Charles Saint-Prot

(CNRS Éditions)



La tradition
islamique
de la réforme

ACTIVITÉS

Sahara marocain : Agitation algéro-polisario

Le 9 novembre 2010, l'Association des femmes arabes de la presse et de la communication (AFACOM) et l'Observatoire d'études géopolitiques ont organisé un déjeuner d'information sur la question du Sahara marocain à l'occasion du 35^e anniversaire de la Marche verte qui permit au Maroc de récupérer ses territoires des provinces du sud, en 1975. Ce déjeuner était animé par Hassan Alaoui, conseiller de la direction du quotidien *Le matin* et auteur de *Guerre secrète au Sahara occidental* (éditions Encre d'Orient) et Charles Saint-Prot, directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques et membre du comité de soutien des juristes français à Mustapha Salma Ould Sidi Mouloud, enlevé par le Polisario, le 21 septembre.

Nous reproduisons ci-dessous une analyse de Frédéric Pons parue dans l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* du 18 novembre 2010 (www.valeursactuelles.com)

Manipulations sahariennes

Les graves incidents survenus le 8 novembre à Edgim Izik, près de Laâyoune (sud du Maroc), s'expliquent par une manipulation des services algériens contre le Maroc.

Déclenchée à l'occasion du 35^e anniversaire de la Marche verte (6 novembre 1975), qui avait permis au royaume de récupérer la plus grande partie de l'ancien Sahara espagnol, cette flambée de violence (deux civils et une dizaine de policiers marocains tués) traduit la volonté d'Alger de torpiller la nouvelle réunion de l'Onu sur la proposition marocaine d'autonomie, tenue le 8 novembre. Ce même jour, des militants du Polisario, le mouvement sécessionniste sahraoui, dressaient le camp contre la police. Deux agents algériens infiltrés auraient été arrêtés.

« L'objectif des fauteurs de troubles est créer un élément de déstabilisation et de saboter les négociations, tout en faisant porter au Maroc la responsabilité de tout échec », expliquent Hassan Alaoui, directeur

du quotidien marocain *Le matin* du Sahara, auteur de *Guerre secrète au Sahara occidental* (éditions Encre d'Orient), et Charles Saint-Prot, directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques.

Dans cette affaire, l'Algérie n'est pas sereine. Principal soutien du Polisario, aidée par de puissants relais au sein de l'internationale gauchiste et communiste européenne, elle constate que la situation lui échappe : la communauté internationale se montre de plus en plus favorable au plan marocain d'autonomie ; Rabat et ses alliés marquent aussi des points sur le front de la sécurité, face à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) ; le Polisario subit enfin une grave hémorragie de militants, dont des figures historiques du combat sécessionniste. C'est le cas de Mustapha Salma Ould Sidi Mouloud, « inspecteur général de la police du Polisario », enlevé, disparu. Alger observe un silence gêné sur son sort et continue à interdire

au haut-commissariat pour les Réfugiés l'accès aux camps sahraouis.

La dérive narcoterroriste du Polisario est un phénomène inquiétant pour l'avenir. Basés dans le sud algérien, équipés de 4x4 et d'armes, des « militants » du Polisario participent aux trafics clandestins entre l'Afrique noire et le Maghreb, à travers le Sahara. La France est directement concernée. Le noyau dur de ces trafiquants est en contact avec Aqmi, en guerre ouverte contre la France avec l'enlèvement d'otages français, retenus aux confins algéro-maliens. Le 2 novembre, le quotidien américain *New York Post* publiait une enquête de Richard Minter faisant état de « liens établis entre 56 dirigeants politiques et militaires du Polisario et Al-Qaïda ». Jusque-là proche du Polisario, Minter concluait ainsi son reportage : « le territoire sans loi du Sahara est en passe de devenir le prochain Afghanistan ».

ACTIVITÉS

La dérive narcoterroriste du Polisario est un phénomène inquiétant pour l'avenir. Basés dans le sud algérien, équipés de 4x4 et d'armes, des « militants » du Polisario participent aux trafics clandestins entre l'Afrique noire et le Maghreb, à travers le Sahara.

La France est directement concernée. Le noyau dur de ces trafiquants est en contact avec Aqmi, en guerre ouverte contre la France avec l'enlèvement d'otages français, retenus aux confins algéro-maliens. Le 2 novembre, le quotidien américain *New York Post* publiait une en-

quête de Richard Minter faisant état de « liens établis entre 56 dirigeants politiques et militaires du Polisario et Al-Qaïda ». Jusque-là proche du Polisario, Minter concluait ainsi son reportage : « le territoire sans loi du Sahara est en passe de devenir le prochain Afghanistan ».

Mélanges Edmond Jouve

Les mélanges offerts au professeur Edmond Jouve viennent de paraître chez Bruylant, à Bruxelles (2 tomes), sous le titre *Vers un nouveau monde*. Parmi les très nombreux contributeurs : Abdou Diouf, Michèle Alliot-Marie, Boutros Boutros-Ghali, Michel de Guillenchmidt, Patrick Rambaud, Nadine Picaudou, Charles Saint-Prot, Charles Zorgbibe, Louis Sabourin, Mustapha Chérif, Alain Plantey, RP Michel Lelong...

Rome : Femmes et média autour de la Méditerranée

Zeina el Tibi, présidente de l'Observatoire d'études géopolitiques a participé à une conférence à Rome sur le thème « femmes et média », les 2 et 3 novembre 2010. Cette conférence a été organisée par l'Association des femmes italo-arabes (AIWA), sous le haut patronage du ministère italien des Affaires européennes et

Placée sous la présidence d'honneur de Son Altesse Royale la princesse Silvia de Savoie, épouse d'Amadeo de Savoie, chef de la Maison royale d'Italie, la conférence a réuni plusieurs éminentes journalistes de la presse italienne et des médias arabes venues du Liban, de Syrie, de Palestine, d'Égypte, d'Arabie saoudite, de Bahreïn, du Maroc, etc. La conférence a été inaugurée par Emma Bonino vice-président du Sénat italien.

Fès : La diplomatie religieuse au service de la paix mondiale

Charles Saint-Prot et Zeina el Tibi ont participé et présenté des communications à la 4^e édition du Forum de Fès sur l'Alliance des Civilisations et la Diversité Culturelle sous le thème « La Diplomatie religieuse et culturelle au service de la paix mondiale ». Ce forum s'est tenu du 4 au 6 décembre à l'initiative du Centre Marocain Interdisciplinaire des Études Stratégiques et Internationales.

Charles Saint-Prot à la faculté de droit de Strasbourg

Charles Saint-Prot rejoint l'équipe enseignante du Master Sciences et droit des religions, spécialité « islamologie : religion, droit et société » à la faculté de Droit, Sciences Politiques et Gestion de l'Université de Strasbourg. Son enseignement portera sur le réformisme de l'islam, thème de son dernier ouvrage aux éditions CNRS.

Publication des actes du colloque sur l'ijtihad.

Publication des actes du colloque sur l'ijtihad

Les actes du colloque organisé à l'UNSECO par l'OEG, l'ISESCO et la Faculté de droit Paris Descartes, le 10 avril 2009, vont paraître au début 2011 chez CNRS éditions sous le titre *L'Islam et l'effort d'adaptation au monde contemporain : l'impératif de l'ijtihad*.